

JTs Caen / Rouen: Jusqu'où faut-il mutualiser ?

Communiqué FO • 1er septembre 2026

Les finances sont dans le rouge, alerte la direction. Pour atteindre l'équilibre d'ici à la fin de l'année, le directeur régional par intérim a décidé d'augmenter le nombre de journaux mutualisés. Pour cela, il dénonce l'accord de juin 2017 fixant le plafond à 60 jours et en ajoute 10 de plus pour la fin de l'année.

Une gestion à l'aveugle

La direction invoque deux réprévisions budgétaires en cours d'exercice imposées par la tutelle, des postes non rendus, des arrêts de travail, des congés paternité, des départs à la retraite non effectifs, des utilisations de CET à remplacer, mais aussi... des prévisions d'activité sans connaître les dotations (Oups !). Une gestion bien surprenante au regard de l'outil de pilotage dont dispose la direction pour millimétrer ses comptes.

Ces 10 jours de mutualisation supplémentaires ne résoudront qu'une « petite partie du déficit », sans pouvoir abonder d'autres lignes budgétaires, précise la direction. Alors, doit-on s'attendre à davantage de journaux communs l'année prochaine ? Dans un contexte économique et politique difficile, la direction attend les arbitrages pour répondre.

La proximité en jeu

Pour FO, les mutualisations ont pour effet de réduire l'information de proximité et par conséquent les audiences. Cela amoindrit les recettes publicitaires avec des annonceurs moins disposés à investir. Maintenir la proximité en ce moment, c'est compliqué, dit le directeur régional par intérim, en se retranchant derrière les bonnes audiences de l'été (mutualisé).

De plus, réduire de près de la moitié les jours travaillés impacte l'emploi CDI et CDD et le niveau des salaires (valorisation des weekend notamment).

Vers un journal commun ?

Certes, une entreprise doit s'adapter à son environnement. La consommation des médias changent, les ressources financières diminuent.

Selon la direction, augmenter les mutualisations permettrait de dégager du budget pour des émissions de programmes plus locaux, et pour le développement du web qui concentre aujourd'hui les meilleures audiences.

Mais jusqu'où va-t-on aller ? Car une telle perspective entraînerait un bouleversement des organisations de travail et d'importantes conséquences sur l'emploi. Un BRI pourrait même disparaître... Alors, face au principe de réalité d'un financement toujours décroissant, la vigilance s'impose plus que jamais.